Mouvement Politique d'Emancipation Populaire
1789 1936 1945 1968 2005 ... d'autres victoires sont possibles
République, laïcité, Internationalisme vers un socialisme du XXIè siècle
M'PEP!

29 MAI 2005 29 MAI 2015

RÉVEILLONS LA DYNAMIQUE POPULAIRE DU NON AU TRAITÉ CONSTITUTIONNEL EUROPÉEN !

55% DE NON : UNE VICTOIRE SANS APPEL !

Il y a 10 ans, le peuple français votait NON au Traité constitutionnel européen (TCE). Il infligeait une défaite aux européistes : au patronat et aux puissances financières, aux partis politiques du OUI de gauche et de droite, aux médias, aux instituts de sondage. Le peuple s'était engagé dans une campagne sans précédent : ça débattait, dans les villes et dans les zones rurales, sur internet et sur les murs de France. Fleurirent ainsi les rassemblements de centaines de milliers de citoyens, des affiches et des tracts, des chansons et des badges. Le peuple de France ne parlait plus que de cela. Et le NON a pris son envol. Les grimaces des européistes ont alors succédé à leurs sourires carnassiers. Et les courbes des sondages se sont inversées. Qui a vécu cette période d'intense activité politique populaire ne peut l'avoir oubliée. Nous nous étonnions de la force que nous étions capables de déployer pour nous affronter aux puissants. Et c'est avec jubilation que les citoyens du NON ont accueilli les résultats. Le fruit de leur engagement. 55% ! **Résultat sans appel qui laissait présager un retour en force de la démocratie vivante** : celle d'un peuple en mouvement. Celle d'une France qui envoyait un signal d'espoir à tous les peuples qui avaient été privés de référendum.



LA TRAHISON : LE COUP D'ETAT PARLEMENTAIRE !

Mais le choix du peuple ne convenait pas aux classes dominantes et à leur système de l'Union européenne. Alors elles se sont assises dessus, confirmant leur vraie nature antidémocratique. Elles ont mitonné le Traité de Lisbonne. Autre nom mais même projet : se débarrasser de la voix populaire et réunir tous les traités néolibéraux en un seul texte, sans débat, sans vote, sans le peuple, contre le peuple. Ce sont donc les députés et les sénateurs, réunis en congrès, qui ont dit oui au Traité de Lisbonne en 2008. Véritable coup d'Etat parlementaire conduit par le PS, l'UMP et une partie des Verts. Écœurement des citoyens privés de leur souveraineté. La Constitution française intégra le titre 15 afin d'être compatible avec le Traité de Lisbonne nous mettant sous tutelle de l'UE, désormais libre d'imposer toutes ses politiques néolibérales.

DIX ANS APRES : LE PEUPLE PAIE, LES CLASSES DIRIGEANTES ET LE FN JUBILENT !

Les conséquences se nomment austérité, chômage délocalisations, désindustrialisation, privatisations, services publics amputés, effectifs des fonctionnaires réduits, protection sociale démantelée, droit du travail et conditions de travail détériorées, lois sécuritaires... Le démantèlement de la France semble inexorable. Les lois récentes dites de décentralisation propulsent une euro-régionalisation qui ne dit pas son nom. Les conquêtes sociales mises en place après la Libération sont les cibles de l'Union européenne et du MEDEF et détruites par les gouvernements : celui de l'UMP et ses alliés et celui du PS soutenu par les Verts et le Front de gauche. Tous complices. Tous responsables, chacun dans son rôle. Le Front national ramasse la mise : il est le seul parti à avoir fait fructifier le NON au TCE de 2005. Il surfe sur la désespérance, capte les voix populaires et le drapeau français. Il se pare des habits de sauveur alors qu'il est un fossoyeur des valeurs de la Révolution française et le promoteur d'un capitalisme national et de la xénophobie. Son ascension n'est possible que parce que la gauche ne défend plus les intérêts des classes dominées, celles qui prennent en pleine face les effets de la mondialisation. Les 8 millions de personnes sous le seuil de pauvreté. Les chômeurs, les retraités, les

fonctionnaires, la jeunesse sacrifiée, les couches moyennes appauvries. Même traitement en Espagne, au Portugal, en Italie, en Grèce. Mais aussi en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Belgique, etc. Tandis que les peuples sont condamnés à la misère, les banques et les multinationales regorgent de bénéfices. Qui ne voit pas cette réalité est aveugle. **Qui la voit mais ne la combat pas est complice.**

OU SONT PASSES LES OPPOSANTS ?

Où sont ceux qui avaient appelé au NON, les partis « de gauche de la gauche », les altermondialistes, les syndicats ? Ils établissent la liste des dégâts sans jamais s'attaquer aux causes : l'Union européenne et l'euro. Ils s'indignent. Que proposent-ils ? Rien ! L'Union européenne est leur horizon indépassable. Demain l'Europe sociale, la réforme de l'intérieur, un parlement européen qui s'opposera, chantent-ils. Ils attendent l'illusoire « convergence européenne des luttes », comme si les différentes situations nationales pouvaient miraculeusement se synchroniser.

Leurs postures tentent de masquer la maladie qui déjà les emporte : une idéologie postnationale, le renoncement à la souveraineté nationale et populaire.

REVEILLONS LA DYNAMIQUE DU NON AU TCE !

Les Français n'ont oublié ni le NON au TCE en 2005, ni la forfaiture des parlementaires en 2008. **Le M'PEP non plus n'a pas perdu la mémoire.** Créé en 2008 pour faire vivre politiquement le NON au TCE auquel ses militants ont contribué, il a toujours argumenté pour la sortie de l'Union européenne et de l'euro, condition indispensable pour restaurer la démocratie, construire une alternative politique fondée sur l'égalité, le progrès social, la reprise en main de l'économie, l'emploi, la fin du chômage, la revitalisation des services publics, la réindustrialisation conjuguée à la protection de l'environnement, la laïcité. Désormais parti politique, le M'PEP défend avant tout les intérêts des classes dominées. Comme des millions de citoyens, il a rompu avec le concept de gauche. D'ici quelques mois, notre parti publiera un programme de gouvernement, radicalement démondialisateur qui s'inspire du programme du Conseil national de la Résistance. **Le M'PEP est convaincu que, décidément, le peuple de France n'est pas prêt à se laisser faire.** Notre parti, ouvert à ceux qui ne renoncent pas, jouera pleinement son rôle : dans les urnes en présentant des candidats mais aussi dans les luttes sociales qui naissent et meurent un peu partout parce qu'elles sont sans perspectives politiques nationales, sans parti défendant leurs intérêts. Car un parti politique ne peut être efficace que si l'expression populaire explose au grand jour. **C'est bien la dynamique de 2005 qu'il faut rallumer. Elle n'est pas morte. Elle est juste en sommeil. Réveillons-la !**

ENTRETENONS L'ESPRIT DE RESISTANCE DU PROGRAMME DU CONSEIL NATIONAL DE LA RESISTANCE

Le programme du Conseil national de la Résistance, sécurité sociale, nationalisations, indépendance de la presse, etc., est le pire cauchemar des néolibéraux qui veulent détruire jusqu'à la dernière des avancées sociales qu'il a permises. 70 ans après, ce programme reste une arme de résistance et une base pour construire une société visant l'égalité. A nous, à vous, de faire connaître ce texte, particulièrement aux jeunes générations.

ADHÉREZ AU M'PEP !

BULLETIN D'ADHESION

Nom : .... Prénom : ....

Date de naissance : .... Profession : ....

Adresse : ....

Ville : .... Code postal : ....

E.mail : .... Tèl : ....

Homme ☐ Femme ☐ Montant de votre cotisation ....

Ne pas jeter sur la voie publique

Les personnes imposables bénéficient d'une réduction d'impôts égale à 66% des sommes versées dans un plafond de 20% du revenu du foyer fiscal. Les cotisations et les dons peuvent faire l'objet d'un prélèvement automatique (minimum 10 euros par mois). Pour les personnes non imposables ou à faibles ressources, le montant minimum de la cotisation annuelle est de 30 euros. Pour les autres, les cotisations doivent tendre vers 1% du salaire net.

MODE D'EMPLOI DE L'ADHÉSION : Adressez-nous votre bulletin d'adhésion accompagné d'un chèque à l'ordre de : Association de financement du M'PEP (agréée par la CNCCFP le 1er janvier 2012) à l'adresse suivante : **Association de financement du M'PEP - 12, rue de la gare - Kernével - 29140 - ROSPORDEN.**

Retrouvez toutes les propositions du M'PEP sur **www.m-pep.org**